

***DELIBERATION du CONSEIL MUNICIPAL
de la COMMUNE de SALINDRES***

SEANCE DU 22 MAI 2025

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans la salle du conseil municipal,

Sous la présidence de : Monsieur Etienne MALACHANNE, Maire

MERLE – HLYWA - GIBELIN - RIOS - TRAUCHESSEC –COURBIER-LLINARES –
GAYTON.MESA - BONNET - FABREGUE - SAEZ -SINET- POLGE - BERARD DE
MALAVAS - ROSSO - BOINON

Procurations :

DENNEULIN a donné procuration à MERLE

GUY a donné procuration à FABREGUE

DEBAILLE a donné procuration à POLGE

RIOS a donné procuration à SINET

DANIEL a donné procuration à BERARD DE MALAVAS

Absentes :

VERDELHAN

WILUS

Maryline HLYWA est élue secrétaire de séance

Objet de la délibération : Convention de mise en œuvre de la transaction municipale

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L2211-1,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment son article L132-4,

Vu le Code de procédure pénale relatif à la transaction et notamment son article 44-1 modifié

Vu le code pénal,

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L541-44-1,

Vu la loi n°2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances,

Vu la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance,

Vu le décret n°2007-1388 du 26 septembre 2007 pris pour l'application de la loi n°2007-297 du
5 Mars 2007 relative à la prévention de la délinquance et modifiant le code pénal et le code de
procédure pénale,

Considérant que l'article 44-1 susvisé permet au Maire, ou son délégataire, de proposer, à
l'auteur d'une contravention pouvant être constatée par les agents de police municipale, gardes
champêtre ou brigade de l'environnement, commise au préjudice de la commune, une
transaction consistant à la réparation du préjudice,

Considérant que pour la mise en œuvre de cette prérogative il convient de signer, avec Monsieur
le Procureur de la République près le Tribunal judiciaire d'Alès, une convention visant à définir
les modalités d'application,

Considérant qu'il est proposé la mise en place de ce dispositif sous la forme d'une indemnisation
financière exclusivement, permettant ainsi de simplifier le traitement des infractions tout en
assurant une réparation juste du préjudice subi par la commune,

Le Conseil Municipal, sur proposition du Maire, après en avoir débattu,

APPROUVE les termes de la convention de mise en œuvre de la transaction municipale, ci-
annexée avec le parquet du Tribunal judiciaire d'Alès.

La prise d'effet à compter de la date de signature de la convention par les parties pour une durée
d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération

Fait à Salindres le :23/05/2025

Date de publication : 26/05/2025

Envoyé en préfecture le 23/05/2025

Reçu en préfecture le 23/05/2025

Publié le

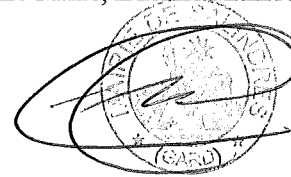
N°2023-0102
ID : 030-213003056-20250522-DE2025_061-DE

AUTORISE le Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise en œuvre de la transaction municipale ainsi que tout document ou acte y afférent.

Adoptée à l'unanimité

Pour copie conforme

Le Maire, Etienne MALACHANNE



Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération
Fait à Salindres le :23/05/2025
Date de publication : 26/05/2025